Martens VI et l'(in)sécurité : du bla-bla-bla ?

L'euroterrorisme se porte pas mal, merci. Après la démonstration de force — c'en était une, et de taille ! — des C.C.C. qui poussent l'outrecuidance jusqu'à attaquer la firme Motorola dans une ville grouillante de policiers, gendarmes et soldats spécialement réunis pour la venue du président Reagan, c'est l'attentat meurtrier du « Px » des forces américaines à Francfort, et le détournement d'un avion d'Egyptair à Athènes. Tout aussi sanglant...

EXISTE-T-IL une logique terroriste au niveau de l'Europe, qui justifie ces abominables interventions ? Fort probablement... Mais la collaboration entre les divers gouvernements européens étant ce qu'elle est dans le domaine de la lutte contre la subversion — c'est-à-dire pratiquement inexistante — qui donc serait capable d'en tirer une leçon, d'établir une synthèse ?

Entre-temps, suivant un scénario logique dont nous avons souligné le déroulement il y a plusieurs mois, la guerre de l'ombre qu'on nous a déclarée ne fait que croître et embellir. Bruxelles a, insensiblement, changé d'aspect : elle se couvre aujourd'hui de sacs de sable, de chevaux de frise... On y aperçoit des militaires armés en tenue camouflée, des blindés légers dans les rues. Un spectacle qui fait de plus en plus songer à des images déjà vues il n'y a pas si longtemps à Belfast. En d'autres termes, le spectre de la guérilla urbaine prend corps, se dessine avec plus d'acuité jour après jour. Sans que l'on avance d'un iota dans l'enquête chargée de découvrir ceux qui prennent notre démocratie à la gorge. Et ce ne sont pas les rodomontades des responsables qui y changeront quelque chose.

Lors du passage à Bruxelles du président Ronald Reagan — visite qui, fort heureusement, s'est déroulée sans incident majeur, si l'on excepte le camouflet infligé urbi et orbi à notre gouvernement — ce fut à nouveau une pagaille digne des plus beaux jours. Autour du président U.S., on a pu voir le ballet tourbillonnant d'agents « secrets » de tout poil, mélangés aux gardes du corps américains et aux différents — oh combien ! — membres du service d'ordre. Bien entendu, rares étaient, dans cette noria, ceux qui se connaissaient. En cas de « coup dur », qui donc aurait pu reconnaître les « bons » des « mauvais » ?

Les locaux de la firme américaine Motorola après l'attentat des C.C.C. à Watermael-Boitsfort.

PAVE DE BONNES INTENTIONS...

Une fois de plus, la pléthore de services policiers dont la Belgique a la chance (!) de disposer, étaient tous à pied d'œuvre. L'image parfaite du b... que présentent (et que présenteront encore longtemps) nos forces de l'ordre chaque fois qu'il s'agira de travailler la main dans la main. Car ce n'est certes pas demain que cela va changer. Surtout si l'on en croit le nouveau programme gouvernemental proposé par Martens VI en ce qui concerne la sécurité des citoyens. Un programme qui, tout comme le chemin menant en enfer, est certes pavé de bonnes intentions, mais qui, une fois de plus, ne comporte qu'un salmigondis de lieux communs mille fois ressassés, et dont l'imprécision ne peut que laisser les observateurs parfaitement pantois. Ainsi, il y est affirmé que :

« Le gouvernement précédent a déjà pris un certain nombre de mesures en vue de renforcer la sécurité des citoyens. Plus que jamais, la sécurité des citoyens doit être un souci prioritaire et constant de tous les responsables politiques. A cette fin, le gouvernement motivera (?) toutes les instances concernées et ▶

veillera à ce qu'elles disposent des moyens institutionnels humains et budgétaires nécessaires» (...).

Affirmation vague, déjà entendue à plusieurs reprises, et qui ne revêtira de sens que le jour où l'on disposera vraiment de l'argent nécessaire, c'est-à-dire quand le budget sera voté...

Suit une série de mesures dont on nous a déjà bassiné les oreilles il y a plus de deux ans, et répétées il y a quelques semaines :

- *Le renforcement des effectifs et moyens de la gendarmerie.*
- *La réduction des tâches administratives des corps de police.*
- *La collaboration et la coordination des services de police, notamment dans trois matières prioritaires : le terrorisme, la grande criminalité et la drogue.*
- *La mise en place de comités de concertation aux niveaux local, provincial et national pour répartir les tâches entre les services de police.*

Rien de bien nouveau, on le voit, sinon une série de principes que l'on aurait pu croire acquis depuis longtemps...

VOUS AVEZ DIT «PREVENTION» ?

En ce qui concerne les mesures que compte prendre le futur gouvernement, c'est du pareil au même. Martens VI envisage en effet :

- *la centralisation de la recherche et de l'enquête judiciaire en matière de grande criminalité, au besoin après étude, par la création d'un corps de police judiciaire unique à compétence nationale,*
- *un renforcement de la coordination entre les divers services de police dans les situations de crise par une extension et une uniformisation de leurs systèmes de communication,*
- *une précision des compétences et des responsabilités en matière de sécurité et de coordination aux niveaux communal et provincial,*
- *la modernisation des moyens de la police scientifique,*
- *une amélioration de la formation en ce compris la formation de base, et de l'équipement, notamment l'armement,*
- *le renforcement de la prévention.*

Quel est donc ce renforcement de la coordination, par exemple ? En quoi est-il différent de ce renforcement qui, si l'on en croit les responsables, n'arrête pas de se renforcer depuis 28 mois ? En outre, pas plus tard que la semaine dernière, on nous affirmait de la façon la plus formelle que l'«uniformisation» des moyens de communication était quasiment chose acquise. De plus, on en est encore, après ce laps de temps, à envisager sans rire une «précision des compétences et des responsabilités»...

Par contre, lorsqu'on parle de prévention, on reste pourtant très prudent. Pas un mot par exemple de la sûreté de l'Etat, dont c'est — en tout cas dans le domaine du terrorisme — une des principales missions et qui semble bien ne pas avoir été à la hauteur de sa tâche, puisque les C.C.C. agissent impunément chez nous sans que ces messieurs les «agents secrets» aient découvert le moindre embryon de piste...

Quant à la «petite» criminalité, celle qui menace de plus en plus chaque jour l'ensemble des citoyens, pas un mot à son sujet dans ce mirobolant programme dont Martens VI entend que nous nous contentions, alors que l'on avoue ouvertement l'état d'exception dans lequel nous nous trouvons, puisqu'on n'hésite pas à avoir recours à l'armée...

Ce programme hors du commun se termine sur d'autres belles promesses, lesquelles nous ont déjà été faites il y a des lustres. Ainsi, Martens VI invitera le Parlement :

- *à voter le projet de loi sur la police communale,*
- *à modifier la législation relative à la vente des armes et à la profession d'armurier,*
- *à réviser la législation concernant les associations criminelles, la participation post-factum, les infractions commises lors des grands rassemblements par des groupes violents,*
- *à réviser la législation sur l'utilisation d'armes à feu par la police.*

Voilà où l'on en est. C'est-à-dire nulle part. En tout cas, toujours au même point : on tourne en rond, la chose ne fait pas un pli. Et toutes ces belles pétitions de principe mille fois réitérées ne seront que de la poudre aux yeux des contribuables : tant qu'on ne mettra pas effectivement sur la table l'argent nécessaire à leur réalisation, rien ne se passera. Et tant qu'on n'aura pas voulu réaliser que la situation est grave, très grave, elle ira en empirant...

En un mot comme en cent, il faut prendre le taureau par les cornes, et vite. Mais en a-t-on vraiment envie ? On est en droit de se poser la question lorsque l'on voit Charles-Ferdinand Nothomb, ministre de l'Intérieur, déclarer à un de nos confrères que la Belgique, ce n'est pas le Far West.

Peut-être n'a-t-il pas tort. En tout cas, l'un de nos «sheriff» et non des moindres puisqu'il s'agit du général Beernaert, chef de la gendarmerie, aurait offert sa démission à la date du 3 janvier 1986... pour raison de santé.

Christian SOURIS ■

Rien de nouveau sous le soleil...

«LE problème de la lutte contre la criminalité, combien important, ne reçoit jamais que de petites solutions. Il faut bien admettre que les données du problème posé par la répression ont varié en dimensions et en aspects. A l'internationalisation du crime doit répondre une réelle internationalisation des polices. Je crois qu'il faut bien constater, hélas, que «l'Europe du crime» a reçu déjà une forte avance sur «l'Europe de la police».

Propos de circonstance, vous dites-vous. Détrompez-vous. C'était ce que disait Emile-Edgar Jeunehomme à la Chambre le 25 janvier 1967, à propos du budget de la Justice (1). Il remarquait, par ailleurs :

— Plutôt que de voir divers services de police sur les lieux d'un crime, il faudrait que tout soit coordonné par une sorte de dispatching compétent, possédant les pouvoirs étendus nécessaires. La composition de cette espèce d'état-major de la répression et son fonctionnement détaillé restent à étudier avec précision, mais je crois que l'idée doit être acceptée par le ministre de la Justice. Je terminerai en disant que le budget de la Justice n'est pas suffisamment élevé...

Il faut bien admettre que ces propos étaient plutôt prémonitoires. De même que cette citation que faisait le député liégeois du criminologue français Locard :

— Le criminel tend à devenir errant. Ses déplacements, de plus en plus rapides, sont d'une ampleur de plus en plus grande. La police judiciaire ne sera pleinement efficace que le jour où, pour elle, il n'y aura plus de frontières.

Locard parlait ainsi en 1910...

(1) Extr. des Annales de la Chambre des Représentants.